

n°90

E D I T O

LES MOUVEMENTS SOCIAUX DANS LE MONDE

Par Magali Gillard
Equipe CIEP Bruxelles



De tout temps et partout dans le monde, nous avons subi diverses formes de dominations : de l'esclavage au capitalisme en passant par le servage et le colonialisme. Cette domination a parfois réussi à perdurer sans que les victimes de celle-ci ne se révoltent. Mais lorsque les opprimés prennent conscience de l'injustice et du pouvoir qu'ils possèdent collectivement, alors ils dépassent le sentiment de fatalité et peuvent commencer à s'organiser. Cette prise de conscience ne va pas de soi, elle se travaille et c'est là que nos organisations d'éducation permanente ont un rôle primordial à jouer afin de déconstruire le discours dominant et développer nos capacités de lutter pour notre émancipation.

Dans l'histoire, les exemples de contestations sociales ayant réussi à renverser l'ordre établi ne manquent pas: de la révolution française à la décolonisation, en passant par la révolution russe et l'émancipation des femmes... Les luttes du Mouvement Ouvrier ont permis d'acquérir les droits sociaux et démocratiques que nous possédons aujourd'hui : droit de vote, droit de grève, droit d'organisation, congés payés, journée des 8 heures, ... Le Mouvement Ouvrier a réussi, en Europe en tous cas, à rendre le capitalisme moins brutal.

Un tournant important a été la montée en puissance du néolibéralisme, amorcée par Thatcher en Angleterre et Reagan aux Etats-Unis. La libre circulation des capitaux et avec elle la financiarisation de l'économie, donne de plus en plus de pouvoir aux multinationales, aux institutions

financières et aux actionnaires. Depuis, une vingtaine d'années, nos conquêtes sociales et démocratiques sont attaquées par des gouvernements de plus en plus soumis aux dictats du marché. Les grandes entreprises menacent de délocalisation si les travailleurs ne répondent pas à leurs exigences de rentabilité. Alors, en Europe, les investisseurs deviennent rois, bénéficiant de cadeaux fiscaux, les travailleurs trinquent à cause des mesures d'austérité imposées au nom de la compétitivité. La part des richesses produites qui retourne aux travailleurs ne fait que diminuer.

C'est en nous battant, là où nous sommes, contre les systèmes de dominations (raciste, patriarcale et capitaliste) et en coalisant les différentes luttes que nous arriverons à faire grandir le mouvement social qui nous permettra d'en sortir.

Depuis, quelques années le vent de la contestation reprend vigueur, donnant lieu à diverses formes d'action comme les indignés, les marées en Espagne, la réappropriation d'usine par les travailleurs-ses, ... Nos outils de lutte doivent s'adapter aux réalités vécues mais le mouvement ouvrier reste l'outil qui a la plus grande capacité d'organisation. En s'organisant sur base du travail, les travailleurs peuvent construire un rapport de force qui fait changer la peur de camp. Le plan d'action syndical actuel contre les mesures du gouvernement Michel en est une illustration.



BRÉSIL : DES JOURNÉES DE JUIN À LA GRÈVE DU MÉTRO DE SÃO PAULO

Par Sébastien Antoine,
Doctorant en Sciences-Sociales à l'UCL

Durant les années 2000, la forte croissance économique au Brésil a fait grimper le pays au rang de septième économie mondiale et lui a fait gagner la renommée de puissance émergente. Parallèlement, la poursuite de programmes de transferts conditionnés — comme la « bolsa familia » ou les bourses d'études dans l'enseignement privé — et la forte augmentation du nombre d'emplois dans le marché du travail formel ont contribué à donner l'image d'une société où se serait accentuée la redistribution de richesses sous l'action du gouvernement fédéral dirigé par le Parti des Travailleurs des présidents Lula (2002-2008) et Dilma (2008-2016). Pourtant, en juin 2013, des images d'imposantes protestations sociales ont fait la une de la presse internationale, et continuent de faire porter leur ombre sur l'organisation de méga-événements internationaux comme le Mondial FIFA 2014 ou les Jeux Olympiques de 2016. Dès lors, comment comprendre l'explosion de ces mobilisations dans un pays d'apparence prospère ?

Les Journées de Juin 2013 : coup de tonnerre dans un ciel serein ?

En 2007 le président Lula annonça depuis Zurich l'organisation du Mondial 2014 au Brésil, le pays jouissait d'une croissance économique et d'une stabilité sociale sans pareille. Pourtant en juin 2013 une manifestation contre l'augmentation du prix des transports impulsée par le Movimento Passe Livre (MPL) — mouvement pour le transport public gratuit né dans le sillage du Forum Social Mondial et de mobilisations à Salvador et Porto Alegre début des années 2000 — allait connaître une explosion inattendue. Alors que la manifestation du vendredi 14 avait réuni quelque 20.000 personnes, elle fut brutalement réprimée par la police militaire, laissant une centaine de blessés parmi les manifestants, y compris des journalistes couvrant l'événement. Ce déferlement de violence dans les quartiers centraux de São Paulo, à coup de bombes lacrymogènes et balles en caoutchouc, constitue en réalité le quotidien de la répression policière dans les quartiers pauvres et périphériques, à balles réelles dans ce cas. Il joua le rôle d'amorce à ce qui est à ce jour le plus grand mouvement de contestation sociale spontané que le pays ait vécu. À partir du mardi 17 juin, ce sont plus de deux millions de Brésiliens qui sont descendus dans les rues, dans presque 400 villes de toutes les régions du pays.

Le précaire et la question urbaine

Bien que marqué par toutes les contradictions de secteurs sans expérience de grandes mobilisations sociales, le mouvement se focalisa sur trois revendications centrales : transport, santé et éducation publics et de qualité. En se penchant sur sa composition, elle semble l'expression d'une mutation sociale des grands centres urbains brésiliens depuis ces quinze dernières années.

La croissance du marché du travail formel de presque 1,5 millions de postes par an a considérablement renforcé un nouveau précaire du secteur des services — télémarketing, secteur bancaire, vente, etc. — dont l'extrême majorité dépend d'un bas revenu situé entre 1,5 et 2 salaires minimum (soit entre 375 et 500 €). Par ailleurs, la forte hausse du prix de l'immobilier, plus de 150 % depuis 2009 à São Paulo et Rio de Janeiro, force ces travailleurs à vivre de plus en plus loin des centres urbains. Ils sont donc fortement dépendants d'un transport public cher — un trajet combiné bus-métro coûte environ 1,5 € — et inefficace — à São Paulo, la population passe en moyenne 2h30 par jour dans les transports. Par ailleurs, les conditions de travail exténuantes — avec un turnover de 100 % en deux ans dans le secteur du télémarketing par exemple — en font un secteur fortement dépendant du Service Universel de Santé qui est totalement surchargé et dispense un service précaire. Enfin, l'éducation, bien que plus accessible, vit un processus accéléré de marchandisation impliquant que l'écrasante majorité des étudiants de l'enseignement supérieur soient inscrits dans des universités privées de mauvaise qualité.

Ces dernières années, ces millions de travailleurs précaires ont consenti de lourds sacrifices pour tenter d'améliorer leurs vies, de profiter de la croissance économique de ces dix dernières années : travailler en call-centers le jour, étudier la nuit, tout en supportant de longues heures dans les transports publics. Mais ces espoirs et ces efforts sont aujourd'hui frustrés, car les emplois accessibles avec les diplômes des universités privées sont du même type et d'un revenu similaire à ceux occupés précédemment car les services publics sont toujours aussi inefficaces, médiocres et surchargés. Le transport, la santé et l'éducation ont donc été les revendications qui catalysèrent les tensions qui pèsent dans le quotidien des mégapoles du pays. Face aux dépenses somptuaires de plus de dix milliards d'euros consenties pour l'organisation du Mondial 2014, c'est ce climat social d'inquiétude qui s'exprima de manière explosive dans la révolte populaire de juin 2013.

Une première vague de grèves influencées par l'esprit de juin

En 2014, une seconde vague de mobilisations a pris forme, plus ancrée dans le mouvement syndical. Dans le cadre de leurs campagnes salariales annuelles, les éboueurs de Rio de Janeiro, les conducteurs de bus de São Paulo ou les travailleurs du secteur pétrolier développèrent des grèves d'ampleur significative, caractérisées par des rébellions de la base, refusant les accords signés par les directions syndicales, poursuivant leur mouvement et obtenant généralement satisfaction de leurs revendications au prix d'une sévère répression.



La grève de cinq jours du métro de São Paulo s'inscrit donc dans ce mouvement, tout en s'en distinguant, considérant le rôle de catalyseur qu'a joué dans ce cas la direction du syndicat. Dénonçant à la fois l'étouffante surcharge du réseau — 4 lignes seulement pour une ville de 15 millions d'habitants — et le coût exorbitant des transports, les travailleurs du métro revendiquaient également une augmentation salariale décente face à plus de 7 % d'inflation. Grève la plus longue et la plus massive depuis 1986, à l'âge d'or du syndicalisme brésilien, le mouvement a toutefois été confronté à une intransigeance féroce du gouvernement, à l'envoi de la troupe de choc de la police militaire contre les piquets de grève, et au licenciement de 42 travailleurs, pour la plupart de jeunes délégués syndicaux. Malgré des gains économiques limités, le mouvement a contribué à faire évoluer considérablement la conscience des travailleurs qui y ont pris part, ainsi qu'à renforcer des convergences importantes entre mouvement syndical et mouvement social, notamment avec le Mouvement Libre Passage et le Mouvement des Travailleurs Sans Toit (MTST).

Des perspectives de mouvements sociaux en contexte de crise économique

Aujourd'hui, aucune des revendications quant au transport, à l'éducation ou à la santé n'a trouvé de satisfaction réelle et les perspectives socio-économiques sont sombres. Officiellement en récession depuis quelques mois, le Brésil est finalement lui aussi rentré dans la crise. Le nouveau mandat de la présidente Dilma — 2014-2018 — sera marqué, selon la plupart des analystes, par un réajustement économique qui prendra la forme d'une combinaison d'augmentation du chômage et de limitation du salaire moyen, dans l'objectif de contrôler l'inflation, et donc la rentabilité des titres de la dette. Le mouvement social et syndical brésilien sera donc confronté à des défis de taille dans les prochaines années. Mais pour y faire face, il pourra se baser sur les nouvelles convergences qui ont émergé ces dernières années et sur l'empreinte encore fraîche qu'ont laissée les journées de juin 2013 sur la société brésilienne.



Les slogans de la révolte brésilienne: <http://www.greenetvert.fr/2013/06/20/les-slogans-de-la-revolte-bresilienne/74679>



« FEMMES INDIENNES : ACTRICES DU DÉVELOPPEMENT »



Par Isabelle Verbrugge,
Solidarité Mondiale



Membres élues de SWATE: http://www.11.be/11/maandelijkse-bijdrage/steun-zij-aan-zij/artikel/detail/detail/swate_vrouwen_weten_waarom,102766

L'Inde, plus grande démocratie du monde, est un pays rempli de contradictions, et particulièrement concernant le statut des femmes. La Constitution nationale garantit l'égalité légale depuis 1950. Indira Gandhi a été, en 1966, la deuxième femme première Ministre au monde. De 2007 à 2012, Jyoti Pratiksha Patil était à la tête du pays. De nombreuses femmes dirigent des hauts cabinets, et 33% des sièges des conseils de village leur sont réservés.¹ Voilà pour le côté pile.

Du côté face, des millions de femmes vivent dans l'extrême pauvreté, analphabètes, malnutries et en mauvaise santé. 80% des activités agricoles sont menées par des femmes. Avec la mondialisation et l'accroissement des multinationales, les petits agriculteurs sont marginalisés, en particulier les femmes. En effet, la majorité d'entre elles sont illettrées ou analphabètes et ne peuvent être engagées dans ces entreprises.² Et selon le rapport sur l'écart entre les genres de 2013 du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)³, l'Inde est classée 135ème sur 187 pays. Mais tout cela change, petit à petit. Les femmes ne se laissent pas faire, et se réunissent, afin d'améliorer leur situation et celle de leur village.

Zoom sur une association de femmes, la « Society of Women in Action for Total Empowerment (ou SWATE) » qui les aide dans ce combat.

SWATE a été créée sous l'impulsion d'AREDS (Association of Rural Education and Development Service), dans un village du district de Karur, au sud de l'Inde.

AREDS, partenaire de Solidarité Mondiale, a pour mission première de redonner confiance aux habitants, hommes comme femmes, à travers l'éducation et le développement d'activités socio-économiques. L'association est convaincue que le développement n'est possible que lorsque les gens sont éduqués et se réunissent⁴. AREDS a dès lors mis en place des cours du soir, dans les villages de la région. Très vite, ces cours ont été majoritairement suivis par des femmes et sont devenus des forums de discussion sur des sujets qui les affectaient. Elles se sont, par la suite, regroupées en groupes, les « sangams », afin de résoudre différents problèmes du village, comme l'accès à l'eau potable ou le manque d'éclairage public.

En plus des améliorations tangibles du village, les sangams ont eu un impact sur les relations sociales et sur la vision que les femmes avaient d'elles-mêmes. Elles ont gagné en assurance et en estime d'elles-mêmes, réalisant que, malgré leur inexpérience, elles parvenaient à faire changer les choses. En conséquence, les femmes se sont progressivement intéressées à des sujets plus larges, et plus politiques.

En 1990, 25 sangams de femmes étaient actifs dans 3 districts, puis, petit à petit, de plus en plus de sangams se sont créés, et, aujourd'hui, comptent plus de 20.000 femmes. Réalisant qu'en s'unissant, elles auraient encore plus de pouvoir, des représentantes des sangams se sont réunies en 1991 et ont créé SWATE.

¹ <http://womensenews.org/story/080107/women-in-india-form-their-own-political-party#.VFyqCfmG8mM>

² Mondialisation et initiatives locales, p 147, collection tropiques, Karthala, 2004

³ <http://hdr.undp.org/en/content/table-4-gender-inequality-index>

⁴ <http://www.wereldsolidariteit.be/wereldwijd/zoeken-per-land/india#areds-association-of-rural-education-and-development-service>



SWATE est donc formé d'un ensemble de sangams, qui élisent une présidente et une secrétaire pour une période de 3 ans, qui participent au comité exécutif de SWATE. Les membres se réunissent pour résoudre divers problèmes, qu'ils soient liés à la vie dans les villages ou plus larges, comme les inégalités de genre.

Le mouvement de femmes a trois missions majeures : soutenir les sangams dans leurs luttes pour l'obtention d'améliorations des aménagements des villages, par des actions légales et l'utilisation des canaux publics et officiels ; l'émancipation des femmes socialement, politiquement et économiquement en menant des actions qui promeuvent l'égalité des genres et luttent contre l'oppression des femmes, et enfin, fournir des crédits aux femmes via un programme d'épargne et de crédits, ce qui permet aux membres, et à SWATE, de devenir économiquement indépendantes.

Pour parvenir à ces buts, plusieurs actions et programmes sont mis en place. Elles ont, par exemple, organisé une manifestation pour protester contre les violences infligées aux femmes pour mettre à l'agenda politique la question des « infanticides féminins »⁵.

Ensuite, même si SWATE n'a pas pour but d'être une association commerciale, plusieurs projets ont été mis en place afin de favoriser l'autonomie économique des femmes indiennes.

Elles ont donc créé une banque d'épargne et de crédit, afin de soutenir plusieurs microprojets économiques et contribuer à l'autonomie financière des femmes du sangam, puisque les institutions financières refusent d'étendre leur crédit et les aides financières aux femmes du milieu rural. Grâce à ces crédits, les femmes ont pu trouver de l'emploi en créant leurs entreprises, que ce soit dans la vente de légumes ou de vêtements, la production de poudre nettoyante, la fabrication de sticks d'encens ou l'élevage de bétail. Les femmes sont dès lors devenues beaucoup plus indépendantes et autonomes.

Elles ont également créé une banque de semences et de graines, ce qui a permis d'avoir des magasins proposant des prix convenables dans le village, durant toute l'année. En effet, grâce à ces banques, les céréales sont stockées et vendues en temps voulu. De plus, ce sont désormais les femmes elles-mêmes qui dirigent les magasins, ce qui crée de l'emploi et plus d'autonomie.

Les femmes de SWATE ont également ouvert des ateliers de confection destinés au marché local et à l'exportation. Les membres du projet textile sont toutes des femmes, formées à la couture par AREDS. Ce projet est une excellente alternative aux multinationales de l'industrie du textile qui exploite généralement les travailleuses en Asie, afin de faire le plus de bénéfices possible.

Elles s'attaquent également à des questions liées à la condition féminine et au respect des droits. L'une de leurs actions principales a été de plaider en faveur d'une réglementation des boissons alcoolisées. En effet, l'arac, l'alcool local, était consommé en grande quantité par les hommes des villages, et les femmes en étaient les principales victimes. Les hommes, en consommant, perdaient leur emploi, donc leurs revenus, et devenaient violents envers leurs femmes. Le « Tamil Nadu Anti Liquor Movement » est né, et a permis une meilleure réglementation de la vente⁶.

Les femmes de SWATE recourent à différents modes d'actions afin d'obtenir gain de cause : manifestations, pétitions, lobbying, collaboration avec les syndicats... Grâce à leurs efforts, elles obtiennent généralement ce qu'elles demandent, mais surtout, cela leur donne confiance en elles et gagnent en crédibilité face aux autres villageois, masculins, souvent sceptiques face à leurs actions.

Des femmes en politique

Grâce à tous ces projets, les femmes apprennent le fonctionnement de la vie politique, en décidant collectivement et en se partageant les différentes tâches.

Les militantes se sont ainsi de plus en plus impliquées en politique. SWATE a joué un rôle clé, en 2005, dans la création d'un mouvement politique, le Women's front. Ce parti, né d'efforts communs de plusieurs mouvements de femmes de la région du Tamil Nadu ne s'intéresse pas uniquement à la cause féminine, mais embrasse également des sujets beaucoup plus larges, comme la pollution ou la déforestation... En 2006, SWATE a présenté plusieurs candidates aux élections. Même si elles n'ont pas été élues, cela a permis de sensibiliser les gens à l'action politique du mouvement.⁷

Mais tout n'est pas si facile pour les militantes ! Beaucoup d'hommes restent réticents face à ce changement de statut de la femme, et à sa participation en politique. Certaines ont même été emprisonnées pour avoir pris part à des manifestations !

Pourtant, les membres de SWATE sont fortes, et ne se laissent pas démonter. Elles font des efforts pour déconstruire l'image d'une femme dépendante, soumise, passive et faible.

Actuellement, plus de 12.000 femmes sont membres de SWATE, principalement dans la région de Katur, même si petit à petit, cela touche d'autres régions du pays.

SWATE est devenu une force locale pour un changement politique et du rôle des femmes. Les membres sont convaincus que c'est par l'émancipation de celles-ci qu'une émancipation totale de la société pourra être atteinte.

Les femmes de SWATE cassent la croyance traditionnelle du rôle soumis de la femme et prouvent leur individualité grâce à leurs efforts collectifs en prenant en charge les problèmes les affectant. SWATE a compris qu'afin que les femmes ne soient plus victimes de discrimination, elles devaient se battre elles-mêmes.

Sources globales

http://www.inmotionmagazine.com/global/samy_int.html
<http://www.aredsindia.org/swate.htm>
 Anything under the sky and above the earth: the swate story, n.d.

⁵ Mondialisation et initiatives locales, collection tropiques, Karthala, 2004

⁶ <http://www.oxfamagasinumonde.be/2009/06/quand-les-femmes-menent-campagne/>

⁷ <http://www.holycrossjustice.org/pdf/Asia/Integral%20Liberation/December2007-Volii,%20no%204/II%20Womens%20Liberation%20and%20Empowerment.pdf>



EN ROUTE VERS LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES 2015 : LIBÉREZ NOS CORPS ET NOS TERRITOIRES !



Par Soizic Dubot,
Coordinatrice nationale de Vie Féminine

La Marche Mondiale des femmes, qu'est-ce que c'est ?

La Marche Mondiale des Femmes est un mouvement mondial d'actions féministes. Tous les cinq ans, depuis 2000, des femmes de tous âges, de diverses origines ethniques, culturelles, religieuses, politiques, marchent pour éliminer les causes qui sont à l'origine de la pauvreté et des violences envers les femmes. Dans 163 pays et territoires, elles luttent contre toute forme d'inégalité et de discrimination avec un slogan commun :

« Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche ! ».

Cette lutte est toujours d'actualité et 2015 est le prochain grand rendez-vous international. **Vie Féminine y sera !**

Libérez nos corps et nos territoires !

Un thème a été retenu pour la mobilisation 2015 : « Libérez nos corps et nos territoires ! ». Ce thème est le résultat de réflexions sur les liens étroits entre l'accaparement de la nature, l'appropriation des revenus et des droits des travailleuses, le contrôle du corps et de la vie des femmes et l'augmentation de la militarisation, de la criminalisation des luttes et de la violence envers les femmes.

En 2015, avec les femmes du monde entier, nous nous mobiliserons pour :

- ▶ exposer et dénoncer les différentes formes de violence vécues par nous, les femmes, et identifier les acteurs qui favorisent l'oppression ;
- ▶ promouvoir et visibiliser les alternatives que les femmes sont déjà en train de construire, en opposition au système capitaliste, patriarcal, raciste et hétéro-normatif, à travers des actions qui renforcent notre solidarité, notre joie et notre créativité et qui encouragent toute femme à se mobiliser dans la rue ;
- ▶ montrer au monde entier comment nous, les femmes, résistons et continuerons à lutter tant que toutes les femmes ne seront pas libres de décider de leurs propres corps, tout en affirmant qu'il est possible de créer et de vivre d'une manière différente de ce qui nous est imposé par le système dominant. Les femmes sont déjà en train de le faire, de le construire de façon collective et libre ;
- ▶ faire réseau avec des femmes d'ici et d'ailleurs et construire des solidarités au niveau local, national et international, par le biais d'actions nous permettant de nous renforcer mutuellement.

Vie Féminine en marche

Nous nous inscrivons pleinement dans les objectifs ci-dessus et le thème « Libérez nos corps et nos territoires ! » joints de nombreux sujets travaillés par Vie Féminine ainsi que plusieurs de nos revendications.

Ensemble, **nous déconstruisons les discours dominants** (discours sur la crise et l'austérité, discours racistes, discours sexistes...) afin de mieux nous approprier les questions actuelles ; **nous découvrons et expérimentons des alternatives collectives concrètes** ; nous dénonçons les mécanismes communs au sexisme et au racisme et **construisons des solidarités féministes**, ici et ailleurs, basées sur des combats communs face aux trois systèmes de domination (sexisme-patriarcat, racisme et capitalisme néolibéral) !



photo Vie féminine bruxelles Marche Mondiale des Femmes 2010

Vous pouvez rejoindre le **Comité d'action de la Marche Mondiale des Femmes à Vie Féminine** : un comité d'action se réunira fin 2014, puis tout au long de 2015 (environ une rencontre tous les 2 mois). Il s'agit d'un lieu de proposition et de préparation.

- Intéressée ?
- Contacter Soizic Dubot,
coordinatrice-nationale-sd@viefeminine.be
02 227 13 10

Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche !



PLUS DE LIBERTÉ POUR LES MOUVEMENTS SOCIAUX EN CHINE ? UN « WIN-WIN » POUR LES TRAVAILLEURS EN CHINE ET EN BELGIQUE.



Par Stijn Sintubin,
Service Relations Internationales ACV-CSC

L'importante croissance économique, le développement et la modernisation extrêmement rapide de la Chine ont provoqué un vide social, selon Xi Jing Ping, l'actuel président du pays. Et ce vide social pourrait engendrer une plus grande instabilité sociale. Ce qui n'est pas exactement ce que le gouvernement chinois ou le Parti Communiste Chinois (PCC) aiment le plus...

Le PCC a déjà réagi, pendant sa 3ième session plénière en novembre 2013, en décidant de renforcer la participation du peuple à travers l'expansion des institutions de la société civile. Mais qu'est-ce que ça veut dire ? S'agit-il d'un renforcement de la liberté des organisations sociales officielles ou d'une porte ouverte vers de nouveaux types d'organisations sociales en Chine ? Et quel rapport avec un partenariat entre un syndicat belge et chinois ? Qu'est-ce que ceci apporte aux travailleurs belges et chinois ?

En bref, quelles sont les organisations sociales en Chine ?

Traditionnellement les mouvements sociaux étaient des organisations caritatives mises sur pied par l'empereur ou son entourage, afin d'aider certains groupes de la population à survivre. Dans la nouvelle Chine, juste avant l'ère communiste, des organisations défendant les intérêts de différents groupes de la société ont vu le jour, parmi elles, des partis politiques. Les communistes, pour qui les mouvements sociaux devaient servir à promouvoir une action collective et être un outil de mobilisation, ont réorienté ces organisations traditionnelles. Les organisations créées par Mao étaient basées sur le système et les groupes de classe. C'est alors que les grands mouvements officiels liés au PCC ont vu le jour, comme, la Fédération Chinoise de la Jeunesse, l'Organisation Chinoise des Femmes, et la Fédération des Syndicats Chinois. Dès le début de la République Populaire de Chine, en 1949, ces organisations sont devenues des organisations de masse, organisant des centaines de millions de personnes, tout en soutenant de manière permanente la nécessité du PCC.

Depuis la réforme économique lancée par Deng Xiao Ping en 1979, des mouvements démocratiques et religieux se sont développés, à côté des organisations officielles du parti. Ces mouvements ont connu un succès important, devenant même une menace pour le PCC. Celui-ci a réagi de manière radicale vis-à-vis de ces mouvements, avec en 1989 le massacre de Tiananmen et en 1999, la répression contre le Falun Gong. La période allant des années 80 jusqu'à la fin des années 90 est donc marquée par l'intolérance totale envers les organisations non officielles et par un contrôle total des organisations officielles par le PCC.

Dès le début des années 2000, la croissance économique de la Chine démarre, et différentes organisations non gouvernementales et organisations sociales locales apparaissent,

orientées principalement vers les services à la population, aux travailleurs migrants, et autour des thèmes sociaux (eau, pollution, lutte contre l'expropriation de terres et contre la corruption,...). Au total, 460.000 ONG sont officiellement inscrites auprès du gouvernement, mais en réalité leur nombre dépasse les 2 millions.

Dans le PCC, 2 tendances existent envers ces mouvements sociaux : une ligne dure, les opposants, qui les voient comme des chevaux de Troie à travers qui les idées libérales de l'Occident et surtout les finances étrangères s'introduisent en Chine. Et une autre ligne, plus tolérante, qui les voit comme des outils aidant à contrôler la paix sociale dans le pays à condition que ces organisations soient actives au niveau local, restent petites et non politiques. Heureusement, c'est la dernière tendance qui est actuellement la plus forte... Surtout pour les ONG en relation avec les mouvements sociaux officiels de la Chine.

Le syndicat en Chine, un syndicat « unique » : la Fédération des Syndicats Chinois (FSC)

La FSC est le mouvement syndical le plus grand au monde. Avec ses presque 300 millions d'affiliés, elle est plus importante que tous les autres syndicats du monde réunis¹. La FSC rassemble au sein de sa structure 10 fédérations industrielles (l'équivalent des centrales à la CSC) et elle est présente dans 31 provinces avec plus d'1,2 millions de syndicats de base (dans les entreprises ou les communautés). Au total, plus de 4 millions de personnes travaillent à temps plein ou à temps partiel pour l'organisation. Mais la FSC fonctionne selon les critères chinois, loin de notre manière de voir le rôle d'un syndicat.

La FSC, créée en 1921, a depuis ses débuts pu compter sur l'appui des communistes. Son rôle est pleinement défini dans les années 50, dans une économie totalement collectivisée et de l'État. Chaque travailleur en Chine connaît en ce moment une prise en charge totale, « iron rice bowl ». Le travailleur est protégé presque de sa naissance jusqu'à sa mort par les services de son « Danwei », son unité de travail. Le syndicat organise toute la vie dans le Danwei, de la vie économique (l'organisation du travail dans l'unité industrielle) jusqu'à culturelle (théâtre, cinéma,...) et sociale (service médical, services sociaux,...). Les organisations syndicales à cette époque sont les représentants à la fois des travailleurs et de l'employeur. Elles sont la courroie de transmission entre le PCC et les travailleurs et leurs familles.

Dès que Deng Xiao Ping ouvre l'économie, les entreprises étrangères entrent en Chine, amenant avec elles de nouvelles formes de management à l'occidentale, avec leur logique d'utilisation des ressources humaines bon marché pour un maximum de profit... Évidemment la FSC ne sait plus comment réagir.

¹ La CSI, la Confédération des Syndicats, représente 176 millions de travailleurs avec 324 syndicats dans 161 pays.



photo Stijn Sintubin

Des amalgames d'intérêts entre les responsables syndicaux, les responsables politiques et même les intérêts économiques de la Chine, un pays avec un haut niveau de corruption et en plus un syndicat incapable de s'organiser face à des entreprises modernes et privées, voici ce qui explique la faiblesse de la FSC dans la défense des droits et des intérêts des travailleurs chinois.

Heureusement les choses changent à la FSC... Avec le nombre croissant d'agitations et de manifestations sociales par des travailleurs migrants un peu partout en Chine, les responsables de la FSC commencent à comprendre que l'organisation syndicale doit devenir plus active dans la défense des intérêts des travailleurs. En même temps, les responsables politiques du gouvernement et au sein du PCC mettent la pression sur la FSC pour que le syndicat joue d'avantage un rôle d'instrument de paix sociale.

Partout en Chine, des travailleurs manifestent pour dénoncer le mauvais fonctionnement de la FSC, et revendiquer plus d'augmentations salariales et d'améliorations des conditions de travail, une vraie représentation syndicale démocratique.

Apparemment, la FSC est en train d'expérimenter des élections directes dans les entreprises ; elle commence à séparer les intérêts des travailleurs de ceux des employeurs, à organiser des millions de travailleurs dans les entreprises (étrangères et chinoises) ; à entreprendre une immense campagne de négociations salariales, à déployer un énorme réseau de centres de services efficaces et ultra-modernes, à entamer un vrai dialogue social avec les entrepreneurs au niveau des entreprises et dans certains secteurs. Même en Chine les dinosaures savent qu'ils doivent changer, s'adapter.... Ou ils mourront...

Une collaboration entre la CSC et La FSC

Dans les années 80 déjà, la CSC avait une collaboration avec la FSC. Les événements de la place Tiananmen ont refroidi les relations pour une dizaine d'années. Des contacts ont été rétablis au sein de l'OIT, dans les années 2000 jusqu'à 2007, quand les 2 organisations ont jugé que le temps d'une vraie collaboration était revenu.

En 2011 la FSC invitait une délégation de haut niveau de la CSC

pour formaliser la collaboration entre les deux organisations syndicales. Un accord de coopération était signé et depuis, différentes activités conjointes ont eu lieu en Chine, en Belgique et ailleurs (des rencontres de haut niveau, des collaborations au sein d'institutions comme la Banque Mondiale, l'OIT, la participation et la co-organisation de multiples séminaires, la mise sur pied d'un groupe de travail Chine à la CSC,...). En 2014, une délégation de 15 personnes de la CSC a effectué une visite de 2 semaines à Guangzhou, Shanghai et Beijing, et avec cette visite la collaboration est entrée dans une nouvelle étape. Outre les relations entre la CSC et la FSC, les centrales professionnelles de la CSC et certains syndicats industriels de la FSC, ainsi que des régions se sont joints à notre collaboration.

Mais qu'est-ce qu'un travailleur en Chine et en Belgique gagnera de ce partenariat ?

Avant toute chose, les deux organisations syndicales ont voulu installer un vrai échange d'expériences et de bonnes pratiques ; ce n'est pas un partenariat paternaliste de la Belgique vers la Chine, mais un travail de renforcement mutuel entre syndicats égaux. Ce partenariat couvre différents thèmes: des négociations salariales, le dialogue social, les mécanismes d'indexation salariale, les normes et droits fondamentaux de l'OIT, la sécurité sociale et le rôle des organisations de travailleurs... Ces travaux visent surtout à apprendre à se connaître, à construire la confiance entre les responsables et à mieux comprendre le contexte économique, social, culturel et politique dans lequel les deux syndicats doivent travailler. Cet échange favorise un renforcement du syndicalisme en Chine et en Belgique, et donc une meilleure défense des travailleurs à long terme.

Avec la nouvelle dimension du partenariat depuis la visite d'avril 2014, nous pouvons commencer à travailler dans certaines entreprises belges, chinoises ou autres qui sont présentes en Belgique et en Chine. Ce travail peut faciliter le flux d'informations entre la Belgique et la Chine, au sein de ces entreprises transnationales. Nos deux syndicats peuvent commencer à se renforcer mutuellement dans ces entreprises avec peut-être à long terme, et c'est bien sur le but recherché, un soutien mutuel en cas de problèmes. Les syndicalistes belges dans une entreprise transnationale pourraient demander l'aide de leur réseau Chinois dans la même entreprise, pour certaines interpellations, négociations, actions etc. Ce type d'action, comparable au dialogue social européen, devient de plus en plus nécessaire dans un système économique mondialisé et aux mains des entreprises multinationales.

La porte ouverte par la 3^{ème} session plénière du PCC indique donc que le syndicat chinois doit continuer son chemin vers un vrai syndicalisme de base qui défendra réellement les travailleurs. Dans le même temps, des outils d'entraide mutuelle seront à la disposition des syndicats des entreprises multinationales présentes en Chine et en Belgique.



VIO.ME.

L'autogestion comme solution à la crise



Par Magali Gillard

Au cœur de la crise, en Grèce, en 2011, alors que le taux chômage atteint 30 %, et que la pauvreté touche une partie de plus en plus grande de la population, les travailleurs de Vio.Me. à Thessalonique, abandonnés par leurs employeurs, déterminés à ne pas devenir victimes de ce désastre social décident de s'approprier l'usine et de la faire fonctionner eux-mêmes. C'est pour eux la seule réponse sensée au chômage de masse.

Interview de Makis Anagnostou et Dimitris Nikolaïdis, membres de l'assemblée générale des travailleurs de Vio.Me.

Avant la réappropriation de l'entreprise que produisait Vio. Me. ? Combien de salariés travaillaient dans l'entreprise ?

Vio Me (Viomichaniki Metaleftiki) était une entreprise spécialisée dans la production de matériaux de construction et de produits chimiques destinés à la fabrication de produits de nettoyage. Elle employait 70 personnes.

Comment la lutte a-t-elle commencé? Quelles étaient vos revendications ?

La lutte a commencé bien avant l'abandon de l'usine. La revendication première était de créer un syndicat. Nous voulions un véritable syndicat de base, pas bureaucratique, qui fonctionne sur base d'une assemblée générale. Nous avons beaucoup lutté pour ça, et ce, dès que l'employeur a commencé à menacer des travailleurs de licenciement ou de chômage technique. C'est dans la pratique que nous y sommes arrivés : les représentants des employés allaient au conseil d'administration de l'usine, et lorsqu'ils devaient se mettre d'accord sur quelque chose, ils ne donnaient pas de réponses sans en avoir discuté avec leurs collègues en assemblée générale. Progressivement, nous avons réussi à imposer le syndicat.

Avant la fermeture, les salaires étaient versés en retard. D'abord 3, 4 jours, après une semaine, puis 2 semaines. Nous avons réagi par un arrêt de travail, ensuite nous avons mené une première grève puis des grèves reconductibles de 48 heures. Au total, nous sommes restés 3 mois sans être payés.

Quand vous avez décidé de faire grève pour réclamer les salaires non perçus, cela a-t-il été facile de convaincre les autres travailleurs ?

En fait, tout le monde participait parce que c'était une décision de l'assemblée générale du syndicat et toutes les personnes présentes étaient d'accord avec cette grève. Par contre, il y avait une trentaine de personnes qui n'étaient pas affiliés au syndicat (28 non-membres sur 70). Il s'agissait soit de membres de la famille ou d'amis du patron, cadres ou personnel d'administration.

Quels ont été les résultats des grèves ?

Nous avons trouvé une formule pour recevoir les salaires dus. Comme le montant était important, nous avons trouvé un compromis pour étaler les paiements, mais après le troisième versement, en mai 2011, le patron a arrêté de payer et a disparu.

Le patron a disparu sans annoncer la fermeture de l'usine?

L'usine-mère avait des problèmes financiers, elle allait probablement fermer, mais la direction disait que cela n'aurait pas d'impact sur la filiale de Vio. Me. Et pourtant, en mai 2011, lorsque l'usine-mère a fermé, le patron de Vio. Me. a aussi disparu.

Il n'a jamais annoncé la fermeture de l'usine. D'ailleurs jusqu'à aujourd'hui, l'usine n'est pas officiellement fermée. La patron n'a pas fait faillite, il est juste parti.

Une fois le patron parti, Comment est venue l'idée de l'autogestion ?

Suite au départ de la direction, une réunion tripartite a eu lieu avec les syndicats, les employeurs et le ministère du travail. Les employés ont obligé la direction à accepter que l'usine soit fermée, parce que même si elle n'avait pas fait faillite, il n'y avait plus de travail et les travailleurs étaient sans revenus. Le ministère du travail a d'abord cherché une solution avec les employeurs, et quand il a été clair qu'ils n'avaient envie de faire fonctionner l'usine d'aucune façon, les travailleurs se sont dit : « ce n'est pas grave, on va le faire nous-mêmes, on va la gérer nous-mêmes ». C'était durant l'été 2011. Sur les 42 personnes qui ont participé à l'AG, une seule personne était opposée à la décision de l'autogestion.

Avez-vous été soutenus par les organisations syndicales?

En Grèce, il y a les syndicats de base et puis les syndicats de 2ème et 3ème degré: la bureaucratie syndicale. Les syndicats du 2ème et 3ème degré étaient contre. Dans les meilleurs des cas, ils ne sont pas intervenus mais partout ils parlaient contre nous en nous comparant à des anarchistes, à des casseurs.



<http://www.viome.org>

Comment les autorités politiques ont-elles réagi?

L'État n'a pas vraiment soutenu. Il avait peur que notre lutte devienne un modèle et se propage. Cela fait 2 ans que nous sommes en négociation pour obtenir un statut légal et ça n'aboutit à rien. Ce que nous revendiquons c'est la création d'un cadre légal qui permette la reprise de la production par les travailleurs dans les usines abandonnées ou fermées. Mais le plus important et, c'est là que ça bloque, c'est que nous demandons de ne pas avoir à payer les dettes des dirigeants précédents. La direction précédente doit être tenue responsable de ses dettes.

Avez-vous reçu du soutien?

Au départ, nous avons fait appel à la solidarité pour les travailleurs qui se retrouvaient sans salaire, mais aussi pour constituer un capital indispensable au fonctionnement de l'usine. Nous avons aussi fait appel à des appuis politiques pour notre demande de reconnaissance. Nous avons reçu du soutien, surtout politique, de syndicats de base en Grèce, des partis de la gauche radicale, de la gauche non parlementaire, de plusieurs syndicats et associations à l'étranger. Des usines autogérées d'Italie, de France, d'Argentine nous ont également aidés, au niveau politique et financier. Aujourd'hui, nous sommes essentiellement soutenus par la société civile qui montre de l'intérêt pour nos produits.

Quelles sont les difficultés auxquelles vous avez été confrontés pour relancer la production ?

La première difficulté, et la plus grave peut-être, c'était la peur. Après nous être réapproprié les machines, notre première mission a été d'empêcher qu'on vienne nous les reprendre. Nous avons d'abord réfléchi à la manière dont nous pourrions faire face à une attaque. La seconde question était : comment nous procurer les ressources pour la production ?

Pourquoi avez-vous finalement décidé de produire d'autres marchandises que celles que vous produisiez au départ ?

Nous ne voulions pas avoir de problèmes avec la société mère qui avait le brevet pour les produits et matériaux que nous produisions initialement. Nous avons aussi décidé de ne pas vendre les produits qui restaient à l'usine. Nous avons préféré les mettre aux enchères. Nous avons donc dû réfléchir à ce que nous allions pouvoir produire d'autre. Nous en avons discuté avec les personnes qui nous soutenaient afin de connaître les besoins de la population locale. Des personnes venaient à l'assemblée pour proposer des choses. C'est comme ça que nous avons eu l'idée de fabriquer des produits de nettoyage écologiques et bon marché.



Comment l'autogestion s'est-elle organisée, au niveau de la production?

Par exemple, nous faisons du savon à partir d'huile usée. C'est l'assemblée qui décide de ce qui va être produit, où chercher les matières premières, les quantités, tout. Nous avons une ligne directrice, un planning, mais tous les jours ceux qui sont là disent ce qu'ils ont décidé de faire aujourd'hui et comment. Nous essayons aussi que chaque personne passe par toutes les fonctions. Cela tourne. Comme ça, tout le monde peut gérer la production, voir tous les aspects de la production. Bon il y a des cas où cela n'est pas possible, par exemple, tout le monde n'est pas électricien, mais l'électricien peut faire autre chose : passer une commande, coller de étiquettes, travailler sur une machine... Il n'y a pas de hiérarchie, tout le monde est manager et ouvrier à son tour. La publicité, les achats, la vente, la production, tout est géré par tout le monde.

Combien reste-t-il de travailleurs dans l'entreprise ?

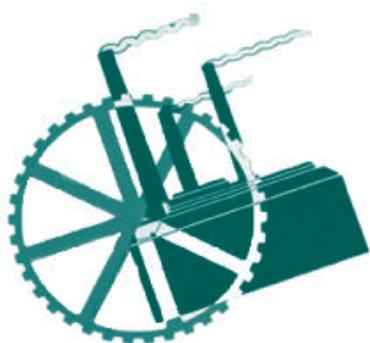
Sur les 42 au départ, certains sont partis parce qu'ils ont trouvé du travail ailleurs ou qu'ils ont émigré. Six ont voulu s'imposer en tant que chefs, mais cela n'a pas marché et ils sont partis. Donc, nous n'étions plus que 19. Aujourd'hui nous sommes 22. Nous n'avons pas de cadre légal qui puisse assurer de nouveaux travailleurs ce qui rend le recrutement difficile alors que nous aurions la possibilité de créer des emplois. Nous ne pouvons pas non plus vendre nos produits sur le marché parce que nous n'avons pas la licence. Nous ne voulons rien faire qui ne soit pas légal pour éviter de nous faire attaquer. Pour l'instant nous écoulons nos produits via un réseau de solidarité.

Comment sont repartis les bénéfices?

Ce qui reste après avoir retiré les frais de fonctionnement est reparti de manière égale entre tous. Tout le monde a le même salaire. Le problème ce que pour le moment c'est très peu, et comme nous n'avons pas de cadre juridique, nous ne pouvons pas cotiser pour ouvrir nos droits à la sécurité sociale (caisse maladie, retraite,...). Notre but, en 2015 et selon nos calculs, est d'avoir la sécurité sociale pour tous. Si ce n'est pas possible pour tous, il n'y en aura pour personne. Une fois le cadre juridique obtenu, nous pourrions élargir les ventes et donc augmenter les salaires et cotiser à la caisse maladie.

Quel message voulez-vous faire passer aux travailleurs qui sont victimes de restructuration ou fermeture d'entreprise en Belgique ?

Les travailleurs d'Arcelor auraient dû reprendre l'usine. Mais vu le nombre de travailleurs, ce n'était pas facile, on comprend bien. Cela ne vaut pas seulement pour les travailleurs en Belgique, mais pour tous les travailleurs: il faut comprendre que le capitalisme mène dans une impasse, que ce système économique ne peut plus fonctionner, qu'il est en train de s'autodétruire. Il arrive à se maintenir en délocalisant vers l'Inde, la Chine, dans des pays où la production coûte moins cher. Ils gardent en Europe les finances, les banques, la Bourse. Si les travailleurs décident de prendre le contrôle de la production, les investisseurs pourront continuer à jouer en Bourse et au casino capitaliste mais ça n'aura plus de sens, parce que la vraie production c'est les usines, l'agriculture, etc. C'est ça l'essentiel. Pour nous, ce qui est important c'est que les travailleurs prennent possession des moyens de production et bénéficient des fruits de leur travail.



Vio.Me.

Occupy, Resist, Produce!

Solidarity to the struggle of the workers of the Vio.Me. factory in Thessaloniki, Greece, for self-management!



LAMES DE FOND CONTRE L'AUSTÉRITÉ EN ESPAGNE



Par Pablo Sánchez Centellas,
Fédération européenne des syndicats de services publics



Manifestation [marea] blanche contre la privatisation de la santé à Madrid le 16 novembre 2014

L'union fait la force. Fortes de cette idée, les « marées » citoyennes espagnoles constituent des mouvements sociaux plus ou moins stables visant à galvaniser la rue (unions de travailleurs, associations de consommateurs, usagers des services publics) contre les coupes budgétaires du gouvernement.

Le terme « marée » fit son irruption dans le vocabulaire politique espagnol lors de la colossale manifestation de mars 2013 à Madrid qui compta plus de 2 millions de personnes. Cette manifestation contre les politiques gouvernementales d'austérité était divisée en 7 fronts de lutte identifiables à leurs couleurs : marée blanche contre la privatisation du système de soins, marée verte pour l'éducation publique et de qualité, marée noire en défense de la fonction publique, marée bleue contre la privatisation de la gestion de l'eau, marée jaune pour un système judiciaire gratuit et accessible à tous, marée orange, enfin, pour le financement des services sociaux. D'autres marées ont vu le jour depuis, comme celle magenta (la couleur du passeport) laissant entendre la voix des migrants espagnols dont le nombre n'a fait que grandir depuis l'éclatement de la bulle immobilière.

Les marées rythment aujourd'hui la vie politique espagnole. Qu'elles se déchainent en tempête lors de manifestations grandioses ou qu'elles se scandent en un insidieux flux et reflux d'actions plus modestes mais régulières (tous les vendredis, l'espace d'une heure) elles sont toutes filles d'une grande souffrance sociale. L'Espagne affiche un taux de chômage à 25%, qui grimpe jusqu'à 45% pour les jeunes. Dans un contexte de précarité généralisée, on constate l'insuffisance des outils classiques du combat social ; l'action rigoureusement encadrée et purement syndicale ne peut pas tout. Ce seront les « indignados » qui fourniront le nouveau modèle, avec leur empressement volontariste à parer aux problèmes les plus urgents, à éviter les drames familiaux au sein d'une population malmenée. Aussi, on décide d'agir contre les évictions par saisie immobilière, on s'organise pour freiner les expulsions de familles ouvrières, fortement endettées après de longs mois de chômage, incapables de rembourser les mensualités dont leurs banques réclament le paiement. "La Plataforma de Afectados por las Hipotecas (PAH)", organisation d'aide aux victimes des prêts hypothécaires à taux variable, souvent abusifs, voit le jour en 2009 tout d'abord comme instance d'information et de soutien légal aux familles concernées. Très rapidement, les membres de la PAH s'élancent dans la rue pour faire obstacle aux actions judiciaires de saisie et d'éviction. Plus de 700 expulsions ont été ainsi évitées.

La PAH n'est que la plus visible de ces nouvelles formes de lutte nées en Espagne depuis le début de la crise. Ces marées créatrices surviennent grâce à la synergie d'initiatives citoyennes particulières passablement déçues aussi bien des syndicats que des associations de riverains — qui furent longtemps le premier véhicule d'expression de la grogne populaire en Espagne. Elles sont tout aussi volontaristes que pragmatiques et, ce qui a du mérite de nos jours, parviennent à mobiliser des franges de population auparavant désengagées de toute vie politique.

Le 15 mai 2011, où des dizaines de milliers de citoyens adressaient à la classe politique un sonore « Vous ne représentez personne ! », fut le vrai point de départ des marées citoyennes. Lors des premiers mois d'occupation populaire des rues, les débats organisés rendirent la politique, l'intérêt pour la chose publique, à toute une génération qui se mit à façonner de nouveaux outils d'analyse, d'organisation, de lisibilité, portés par l'adhésion croissante des jeunes. Les nombreux cas de corruption politique mis à jour ces dernières années n'ont fait que renforcer le message des « indignados » d'hier et d'aujourd'hui : le système n'est pas corrompu, la corruption "est" le système. Hélas, la classe politique espagnole semble confirmer ces propos : des députés, des maires, des ministres, des banquiers et même quelques syndicalistes et des élus de gauche, tous en prison ou sur le point d'y séjourner.



Les marées se sont avérées des organisations très efficaces et leurs victoires, petites ou grandes, sont cause et effet de leur pouvoir de mobilisation. À coup de grèves et de manifestations (22 en 24 mois) elles arrêtent la privatisation des hôpitaux de Madrid, forcent leur réouverture et dénoncent, preuves à l'appui, ce rapace processus de privatisations comme étant à l'origine du manque de moyens qui rendit possible la transmission du virus Ébola à une infirmière madrilène.

Aux îles Baléares, la marée verte des enseignants gagne le soutien et la complicité des populations insulaires, occupe massivement la rue et parvient à faire reculer les plans de précarisation de l'enseignement public, concoctés par la droite post-franquiste au pouvoir.

Issues du peuple, les marées savent lui parler. Leurs appels s'adressent à tout le monde, leurs manifestations sont programmées le week-end ou les jours fériés. Elles sont la plupart du temps festives et fréquentées par toutes les générations. Leur point commun c'est la défense des services publics, l'exigence d'un pouvoir public au service des intérêts de « nous » le peuple, les 99%. En face, « eux », le 1% restant, les prédateurs, les élites économiques

et leurs valets : une classe politique corrompue. Cette analyse, que rendra planétairement populaire le mouvement Occupy Wall Street seulement quelques mois après le 15M espagnol, s'est bien entendu enrichie depuis.

Il est encore trop tôt pour parier sur l'intégration future des marées citoyennes au sein des organisations historiques du peuple de gauche espagnol. Tout le monde reconnaît volontiers qu'elles ont su donner une cuisante leçon à tous ceux qui, installés dans leurs certitudes de bureaucrates, n'ont jamais su rassembler autour d'eux la créativité et la force de ces marées. Mais il faut dire que les marées ne sont nullement opposées aux syndicats : elles sont complémentaires et viennent assurer une communication précieuse dans les lieux de travail, auprès des cellules de base. De ce fait, elles jouent aujourd'hui le même rôle que celui des organisations ouvrières jadis, lors de la Transition démocratique espagnole. Et, aujourd'hui comme alors, c'est bel et bien d'un changement de régime qu'il s'agit en Espagne. Les différentes marées citoyennes, les petits combats quotidiens, la PAH et tant d'autres, y seront pour beaucoup.



Manifestation [marea] blanche contre la privatisation de la santé à Madrid le 16 novembre 2014



« TOUS ENSEMBLE », PLUS QU'UN SLOGAN, UNE MANIÈRE D'AGIR DANS L'ALLIANCE D19-20 !



Par Myriam Djegham, MOC Bruxelles



Blocage du sommet européen par l'alliance D19-20 le 19 décembre 2013

Les détenteurs de capitaux et leurs valets (certains du monde politique et d'autres du monde médiatique) utilisent les effets de la crise pour tenter une fois de plus de nous imposer le modèle de société qui convient le mieux à leurs intérêts financiers. Leur idéal ressemble à un monde libéré de toute contrainte réglementaire, détaché de toute préoccupation sociale, démocratique ou environnementale, dont le seul but est l'accumulation du profit et le résultat, l'accroissement des inégalités dû à la concentration du capital. Le Crédit Suisse réalise chaque année un rapport sur les richesses mondiales. En 2011, il révèle ces inégalités à travers trois chiffres : 25 millions de millionnaires, représentant 0,5% de la population, détiennent 36% des richesses mondiales !

La stratégie du choc décrite par Naomi Klein est utilisée aujourd'hui en Europe pour imposer plus de dérégulation et de détournement des richesses vers les actionnaires. Alors que ces politiques ont causé la crise de 2008, elles nous sont présentées comme solution pour en sortir. Elles se traduisent dans les recommandations de la Commission européenne et dans l'accord du gouvernement fédéral au travers de mesures d'austérité et du dogme du libre échange. Parce que notre

mission est de construire un monde plus juste et démocratique, le MOC s'engage dans la lutte contre ces politiques destructrices. Nous le faisons avec la majorité de nos organisations constitutives au sein d'un large front, l'Alliance D19-20.

Cette alliance citoyenne et non partisane rassemble quelque 78 organisations et des individus, syndicalistes, féministes, environnementalistes, alter mondialistes, etc. Elle est née en juin 2013, lorsque des agriculteurs, producteurs de lait sont allés à la rencontre de syndicalistes pour proposer une lutte commune contre le traité européen qui impose l'austérité (le TSCG) pas encore voté à l'époque et le Grand marché transatlantique (le TTIP ou TAFTA). Les agriculteurs venaient de mener une lutte acharnée pour infléchir des mesures de quotas laitiers trop élevés qui menaient à la chute libre des prix et à l'intensification des productions (vous vous souvenez peut-être des images du lait déversé devant les institutions européennes). Malgré leurs actions, ils continuent à survivre au lieu de vivre de leur production. Ayant fait l'expérience des limites d'une lutte sectorielle et conscients que les politiques néo-libérales favorisent les puissants, les producteurs de lait sont allés à la



rencontre des salariés à travers les syndicats. Face aux moyens et à la force des défenseurs de l'idéologie du marché, un monde plus juste ne peut advenir que grâce à la convergence des luttes.

L'Alliance est un lieu passionnant. Il nous permet d'enrichir notre analyse de la société et de renforcer notre pouvoir de transformation sociale. Les visions, les réalités et les attentes des différents acteurs et actrices de la plate-forme nous amène à argumenter pour défendre les points de vue et les modes d'action du mouvement ouvrier et nous obligent constamment à nous remettre en question. Le principe défendu par Paolo Freire, selon lequel nous nous émancipons à travers notre contact au monde, prend une forme palpable au sein de l'Alliance dans un aller-retour permanent entre réflexions et actions. Par ailleurs, le fait de devoir veiller à une articulation démocratique entre un rassemblement d'individus et une plate forme d'organisations est un exercice d'équilibriste qui nous force à être créatifs. L'Alliance n'est pas un « long fleuve tranquille », elle est jalonnée de débats, de conflits, d'incompréhensions parfois mais surtout d'actions qui nous permettent d'apprendre à résister ensemble. Toute jeune, elle peut déjà se vanter d'une notoriété grâce aux actions qu'elle a organisées: un blocage du Sommet européen le 19 décembre 2013 (d'où le nom de l'Alliance dont ce fut la première échéance) et l'encerclement du « European business Summit » au Palais d'Egmont le 15 mai 2014 pour ne citer que

les plus importantes. Ces actions ont contribué à ce que la presse grand public dévoile en partie les dangers du Traité transatlantique. Le mode d'intervention de l'Alliance s'inspire des principes de la désobéissance civile. Toutes pacifiques que soient ces actions, elles ont pourtant suscité une répression policière disproportionnée et inacceptable. Peut-être est-ce parce que l'enjeu est énorme et que nous dénonçons clairement les collusions entre les défenseurs des multinationales et des politiques censés défendre l'intérêt général.

La prochaine action consistera en un encerclement pacifique du sommet européen le vendredi 19 décembre. Avant cela, nous mènerons des actions en soutien au plan d'action syndical. L'austérité imposée en Belgique est l'application d'une logique mortifère qui sévit dans toute l'Europe après avoir, à travers les Plans d'ajustement structurel, étouffé les pays du Sud du monde. La résistance n'est pas un choix, c'est une obligation pour le mouvement ouvrier. Grâce à l'implication de l'Alter Summit partenaire de l'Alliance D19-20, des délégations d'autres pays d'Europe seront également présentes le 19 décembre pour exiger, avec nous, la fin de l'austérité et l'arrêt des négociations des traités de libre échange.

Si les multinationales ont le pouvoir c'est parce que nous le leur laissons. Reprenons le !



Manifestation des producteurs de lait devant le parlement européen en novembre 2012

Site de l'Alliance : D19-20.be
 ► aussi sur facebook

Pour en savoir plus sur le contenu du traité transatlantique, voir la publication des Equipes Populaires, « Contrastes »

Traité transatlantique, un pacte dévastateur.
<http://www.equipespopulaires.be/spip.php?article2396>



LE MOC DE BRUXELLES ET SES ORGANISATIONS
 SE JOignent AUX TRAVAILLEUSES
 ET TRAVAILLEURS EN LUTTE POUR
 DEFENDRE LES DROITS SOCIAUX ET
 LES LIBERTES DE TOUTES ET TOUS
 Tél. : 02/557 88 35



Après que le gouvernement Di Rupo ait approuvé le pacte budgétaire qui impose l'austérité à tous les États membres de l'UE, le nouveau remet le couvert et de plus belle ! Le gouvernement Michel nous sert sa recette pour sortir de la crise. Au menu deux ingrédients :

1. L'austérité, c'est-à-dire la réduction des dépenses, la libéralisation des services publics et l'attaque sur l'ensemble des travailleurs/ses (pensions, chômage, index, droit de grève, ...), au nom de la compétitivité et de la rigueur budgétaire.
2. Les accords de libre-échange, comme le traité transatlantique (TTIP), qui – négociés en secret – vont accentuer la concurrence entre les travailleur/ses, détruire l'agriculture paysanne, achever les services publics et livrer la démocratie aux multinationales.

Les deux ingrédients de cette recette empoisonnée (socialement injuste et économiquement inefficace) servent le même projet : profiter de la crise pour détruire nos conquêtes sociales et renforcer le pouvoir des plus riches au détriment du reste de la population.

Encerclement du sommet européen !
STOP aux traités de libre-échange et à toute forme d'austérité
POUR une Europe sociale, écologique et démocratique

Ne pas jeter sur la voie publique

le 19 décembre, toutes et tous à Bruxelles

RDV à 7h00 - au croisement Av de la Joyeuse Entrée et rue de la Loi
(en face de l'entrée du parc du Cinquantenaire côté Schuman)

L'Alliance D19-20 composée d'agriculteurs, de travailleur/ses, de jeunes, d'écologistes, de féministes, etc. soutient et participe au plan d'action syndical et propose d'y ajouter un encerclement pacifique du sommet européen le 19 décembre à partir de 07h rue de la Loi.

www.d19-20.be

Pour s'abonner
au Chou de Bruxelles,
versez
8 euros sur le compte
799-5501554-07
avec la mention
« abonnement au Chou ».

Éditrice responsable:
Myriam Djegham
rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles
Impression : CF2m ASBL
avenue du Parc, 87-89
1060 Bruxelles
tél : 02/538 01 92
fax : 02/534 38 89
Design : Pixel & CO



Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Commission Communautaire Française de la Région de Bruxelles Capitale

culture.be